

Projet de nouveau schéma directeur du Compiègnois (1999)



Les premiers enseignements du dernier recensement, pour COMPIEGNE et son agglomération

Pascal SIMON

L'étude s'est appuyée sur les premiers résultats encore **provisaires** du recensement du printemps 1999, tels qu'ils ont été fournis par l'INSEE en août dernier. Les chiffres, d'ailleurs contestés par certaines communes, sont donc à manipuler avec prudence. Il paraît toutefois vraisemblable que, sauf grosse erreur, ils reflètent les tendances générales que nous nous efforçons de présenter.

L'analyse des résultats porte plus particulièrement sur les 14 communes constituant le SIVOM de Compiègne, en cherchant avant tout à comparer les données de 1990 et 1999. Mais nous replacerons tout d'abord le cas compiégnois dans un ensemble plus large, picard et oisien.

Le recensement de 1999 en Picardie et dans l'Oise :

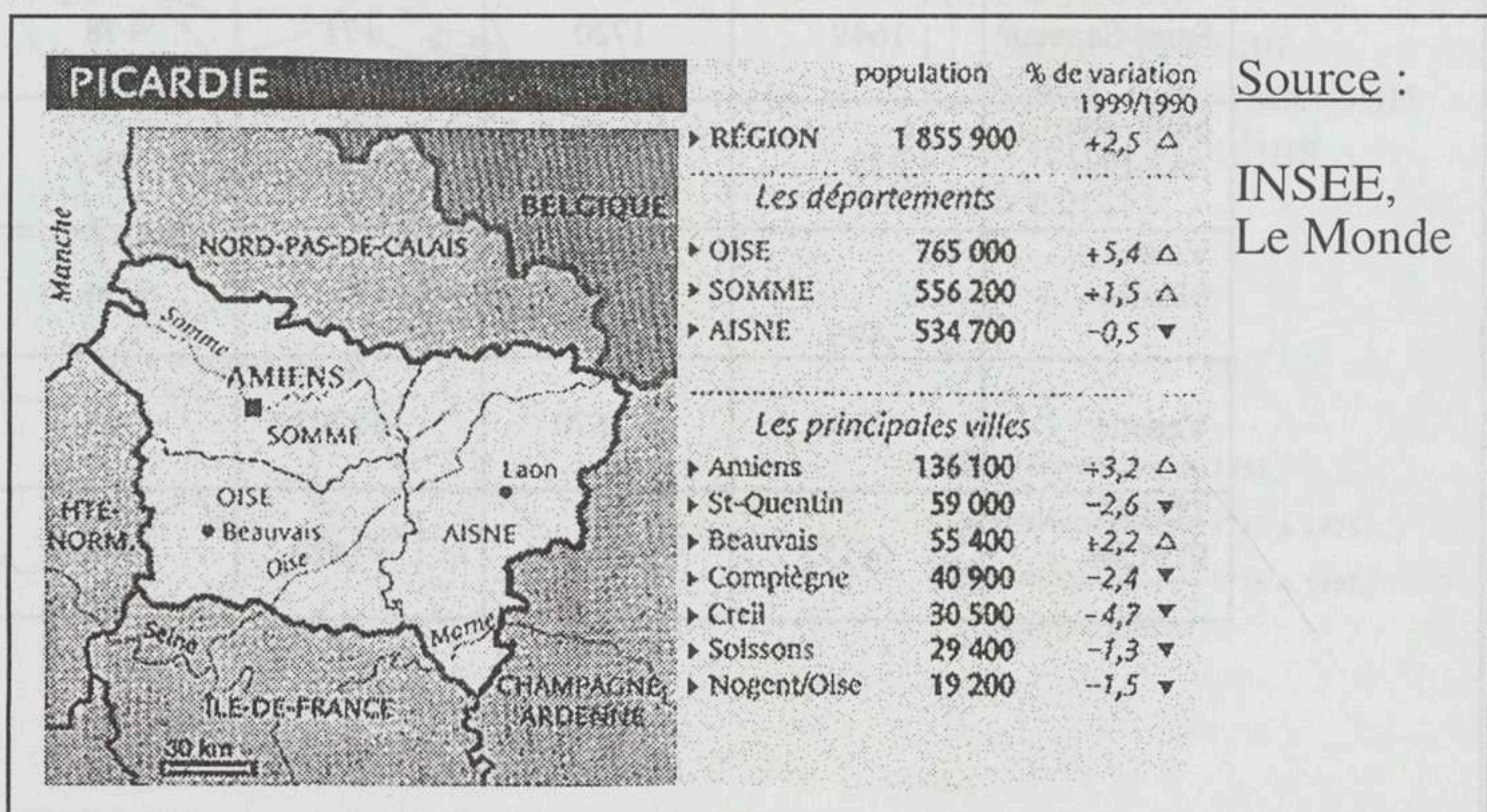
La région Picardie a continué de croître (+ 45 000 habitants entre 1990 et 1999), mais à un rythme nettement plus modéré qu'aux cours des deux intervalles intercensitaires précédents (1975-1982 et 1982-1990). Plusieurs facteurs paraissent expliquer ce net ralentissement : la chute de la natalité ("babykrash"), affectant de plus en plus la France du Nord longtemps féconde, et l'affaiblissement des migrations venues de l'agglomération parisienne, marquant les limites de l'effort gouvernemental de décentralisation des emplois et des logements.

Cependant les contrastes sont sensibles entre départements, villes et même cantons. Des unités urbaines comme celles d'Amiens, Abbeville, Château-Thierry, ont bénéficié d'un réel dynamisme, tandis que l'Aisne a perdu quelque 2500 habitants, du fait du solde migratoire très négatif, insuffisamment compensé par un solde naturel encore positif (le nord de ce département peut même être rattaché à la fameuse "diagonale du vide", allant des Ardennes aux Pyrénées). Si la Somme a gagné un peu plus de 8000 habitants, la croissance de l'ouest et du sud de ce département s'oppose au déclin de l'est (Santerre).

Avec un gain de près de 40 000 habitants, l'Oise reste la locomotive de la région, mais la croissance du département a fléchi (+ 1,16 % en 1982-1990 et seulement + 0,59 % en 1990-1999). De plus, l'augmentation provient désormais exclusive-

ment d'un solde naturel positif, témoignant d'une population encore jeune et féconde, grâce notamment à la présence d'un fort contingent d'immigrés. Il est plus inquiétant de constater que le solde migratoire, toujours positif depuis une bonne trentaine d'années, s'est inversé, avec une perte de 4400 personnes depuis 1990. Au déclin économique de certaines zones, rurales ou industrielles, semble s'être ajoutée une moindre attraction du département auprès des Parisiens et des Franciliens.

Une étude géographique plus fine révèle de fortes disparités : la croissance s'est maintenue au sud-ouest et dans l'extrême sud-est du département. Méru et Beauvais sont maintenant mieux reliés à la région parisienne par l'autoroute A 16, et l'électrification bientôt achevée de l'axe ferroviaire Persan - Beauvais devrait encore renforcer la liaison du chef-lieu de l'Oise avec la capitale. L'essor du Vexin oisien



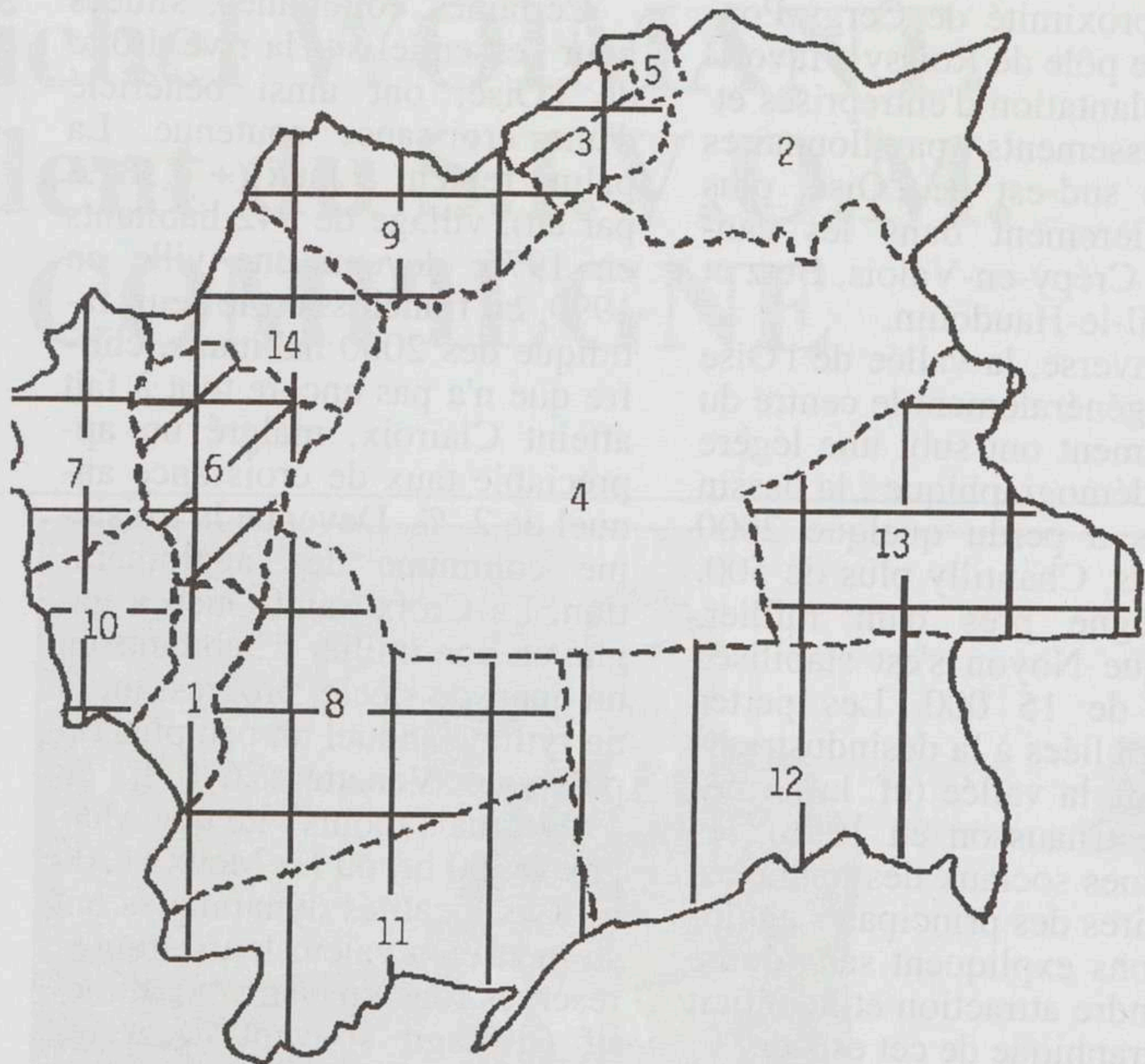
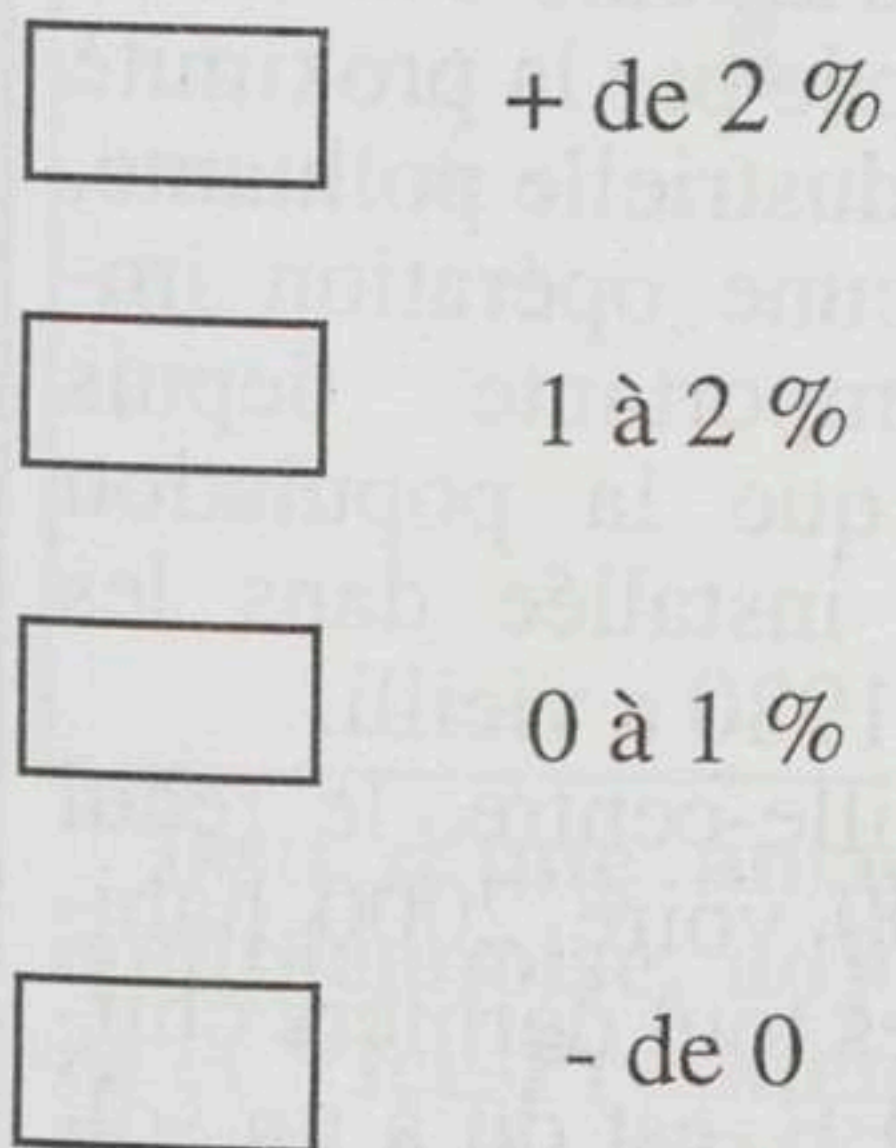
**EVOLUTION de la POPULATION du SIVOM de COMPIEGNE
(1990-1999) - Source : INSEE**

Tableau 1 Evolution de la population du Sivom de Compiègne(1990-1999)

Communes	Population en 1990	Population en 1999	Variation absolue de la population	Solde naturel	Solde migratoire	Taux de variation annuel (0 /0)
Armancourt	501	526	+25	+17	+8	+0,54
Choisy -au-Bac	3786	3565	-221	+207	-428	-0,67
Clairoix	1614	1943	+329	+44	+285	+2,08
Compiègne	41896	40919	-977	+3405	-4382	-0,26
Janville	703	628	-75	+38	-113	-1,24
Jaux	1407	2071	+664	+116	+548	+4,38
Jonquières	512	527	+15	-4	+19	+0,32
La-Croix-Saint-Ouen	3754	4228	+474	+187	+287	+1,33
Margny-les-Compiègne	5625	6525	+900	+281	+619	+1,66
Le-Meux	1471	1706	+235	+165	+70	+1,66
Saint-Sauveur	1649	1720	+71	+78	-7	+0,47
Saint-Jean-Aux-Bois	319	348	+29	+8	+21	+0,97
Vieux-Moulin-	495	578	+83	+34	+49	+1,74
Venette	2400	2670	+270	+84	+186	+1,19
TOTAL SIVOM	66132	67954	+1822	+4660	-2838	Moyenne= 1,010 /0

EVOLUTION de la POPULATION du SIVOM de COMPIEGNE (1990-1999) - Source : INSEE

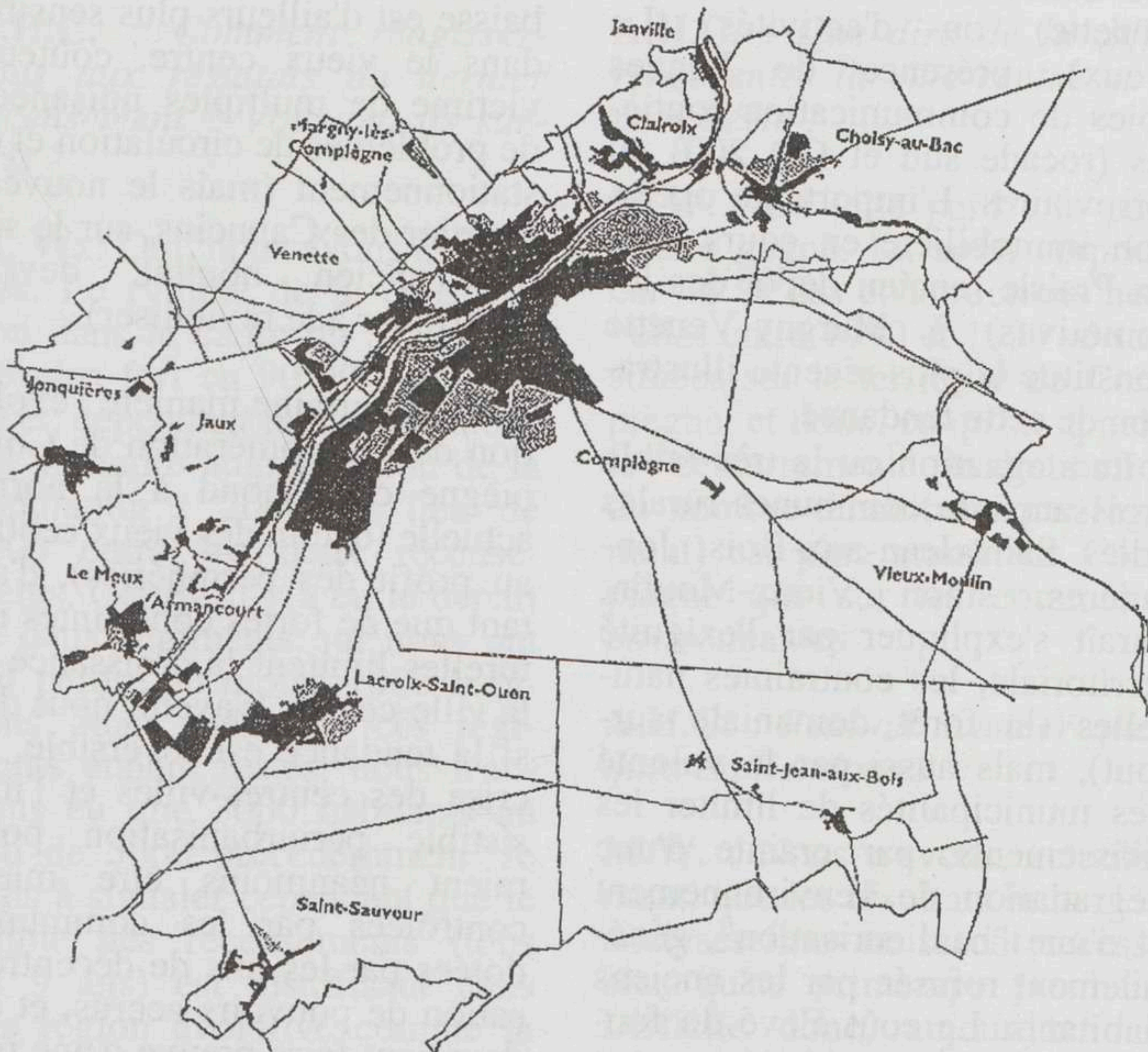
Taux de croissance annuel :



SIVOM
DE LA RÉGION DE COMPIÈGNE

Communes du SIVOM de COMPIEGNE :

1. Armancourt
2. Choisy-au-Bac
3. Clairoix
4. COMPIEGNE
5. Janville
6. Jaux
7. Jonquières
8. La Croix-Saint-Ouen
9. Margny-les-Compiègne
10. Le Meux
11. Saint-Sauveur
12. Saint-Jean-aux-Bois
13. Vieux-Moulins
14. Venette



- URBANISATION EN 1955
- URBANISATION DE 1955 À 1975
- URBANISATION DE 1975 À 1995

Carte Oise la Vallée

pourtant moins bien relié à l'Ile-de-France s'explique peut-être par la proximité de Cergy-Pontoise. Le pôle de Roissy a favorisé l'implantation d'entreprises et de lotissements pavillonnaires dans le sud-est de l'Oise, plus particulièrement dans les cantons de Crépy-en-Valois, Betz et Nanteuil-le-Haudouin.

A l'inverse, la vallée de l'Oise et plus généralement le centre du département ont subi une légère baisse démographique : la bassin creillois a perdu quelque 2000 habitants, Chantilly plus de 500, Compiègne près d'un millier, alors que Noyon s'est stabilisée autour de 15 000. Les pertes d'emploi liées à la désindustrialisation de la vallée (cf. la fermeture de Chausson en 1996), les problèmes sociaux des banlieues populaires des principales agglomérations expliquent sans doute la moindre attraction et le déficit démographique de cet espace.

Le cas compiégnois

Le recul de la population municipale (- 977 habitants) constitue un fait nouveau, sinon un tournant démographique pour la ville. L'agglomération, prise dans le sens des 14 communes du SIVOM, a certes continué de croître (+ 1822 personnes), mais, comme pour l'Oise et la Picardie, à un rythme sensiblement ralenti, puisque le taux annuel a été ramené à 1 %. Et cette évolution positive n'est due qu'à un solde naturel de + 4660, alors que l'on enregistre un solde migratoire négatif de - 2838 personnes. L'agglomération de Compiègne, dépassant les 66 000 habitants en 1990, n'a donc pas tout à fait réussi à franchir la barre des 68 000 en 1999.

L'interprétation de ces chiffres reste délicate, faisant appel à une combinaison de facteurs variés et complexes. La lecture des chiffres, commune par commune, suggère aussi une redistribution interne à l'agglomération, au

profit de la partie la plus attractive de sa périphérie.

Certaines communes, situées pour l'essentiel sur la rive droite de l'Oise, ont ainsi bénéficié d'une croissance soutenue. La palme revient à Jaux (+ 4,38 % par an), village de 942 habitants en 1975, devenu une ville en 1999, en franchissant le seuil fatidique des 2000 habitants, chiffre que n'a pas encore tout à fait atteint Clairoix, malgré un appréciable taux de croissance annuel de 2 %. Devenue la troisième commune de l'agglomération, La Croix-Saint-Ouen a gagné un bon millier d'habitants en un quart de siècle, progressant à un rythme annuel un peu plus rapide que Venette (2670 h. en 1999), mais moins vite que Margny (6500 h.) ou Le Meux (1700 h.). Ces localités dynamiques ont su mettre en valeur leurs atouts : réserves foncières au coût attractif (il s'agit souvent de terres agricoles déclarées constructibles), pression fiscale moindre qu'à Compiègne, politique municipale favorable aux lotissements pavillonnaires, proximité des zones commerciales (Jaux, Venette) ou d'activités (Le Meux), présence de bonnes voies de communication routières (rocade sud et CD 200) ou ferroviaires. L'importante opération immobilière en cours dans La Prairie (ancien dépôt des locomotives) à Margny-Venette constitue la plus récente illustration de cette tendance.

La stagnation ou la très faible croissance de communes rurales telles Saint-Jean-aux-Bois, Jonquières, sinon Vieux-Moulin, paraît s'expliquer par l'exiguïté territoriale, les contraintes naturelles (la forêt domaniale surtout), mais aussi par la volonté des municipalités de limiter les lotissements, par crainte d'une dégradation de l'environnement et d'une "banlieurisation", généralement refusée par les anciens habitants. Le coût élevé du foncier contribue aussi à décourager les nouveaux arrivants.

Trois communes enfin ont enregistré un déclin démographique, Compiègne, Choisy-au-Bac et Janville. Si cette dernière a subi le recul du transport fluvial et de fortes inondations, Choisy, qui conteste d'ailleurs ces résultats, handicapée par la proximité d'une zone industrielle polluante, n'a mené aucune opération immobilière importante depuis 1990, alors que la population massivement installée dans les années 1970-1980 a vieilli.

Pour la ville-centre, le recul estimé à 1000 voire 2000 habitants, selon les tout derniers chiffres de l'INSEE, est dû à un solde migratoire très négatif (4382 habitants) cependant limité par un solde naturel largement positif (+ 3405). Cette hémorragie est attribuée à la fermeture de 2 casernes en 1997 et de quelques entreprises victimes de restructurations ; au vieillissement de la population, suite au départ de jeunes pour études ; au prix trop élevé du foncier (boom immobilier des années 80 - début 90, rareté des terrains disponibles), poussant les classes moyennes à migrer vers la périphérie. La baisse est d'ailleurs plus sensible dans le vieux centre, coûteux, victime de multiples nuisances, de problèmes de circulation et de stationnement (mais le nouveau quartier des Capucins, sur le site de l'ancien hôpital, devrait contribuer à le revitaliser).

D'une certaine manière l'évolution de l'agglomération de Compiègne correspond à la norme actuelle (déclin des vieux centres au profit des périphéries), d'autant que de fortes contraintes naturelles limitent la croissance de la ville-centre. L'avenir nous dira si la tendance est réversible. La crise des centres-villes et l'irrésistible périurbanisation pourraient néanmoins être mieux contrôlées par les communes, dotées par les lois de décentralisation de pouvoirs accrus, et qui devraient faire preuve d'une plus grande responsabilité.